

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2021, 12 november 2021 en 15 december 2022;

Overwegende dat het besluit dat specifiek is voor de algemene residentiële diensten aangepast moet worden wegens de wijzigingen ingediend in het bovenvermelde besluit van 5 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 8, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van de algemene residentiële diensten, wordt vervangen als volgt :

“De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° erkende dienst voor 15 mandaten :

a) 6,5 educatief personeel, waarvan maximum 1 coördinator barema A ;

b) 0,5 psycho-sociaal personeel;

c) 0,5 administratief personeel;

d) 1,5 technisch personeel;

e) 1 directeur barema B ;

2° erkende dienst voor meer dan 15 mandaten, naast de normen die onder 1° zijn vastgesteld :

a) 0,5 educatief personeel voor 1,5 mandaat, waarvan 1 coördinator barema A voor 15 mandaten;

b) 0,5 psycho-sociaal personeel voor 15 mandaten;

c) 0,5 administratief personeel voor 15 mandaten;

d) 0,5 technisch personeel voor 5 mandaten.

Overeenkomstig artikel 53, § 1, tweede lid, 1° van het besluit van 5 december 2018, wanneer alle diensten in de zin van artikel 139 van het decreet, die onder de inrichtende macht vallen meer dan 28 voltijdse equivalenten tellen, wordt de directeur van de (een) algemene residentiële dienst vervangen door een algemeen directeur barema B en worde hieraan toegevoegd :

1° 1 pedagogisch directeur barema B ;

2° 1 directeur barema B of 1 administratief directeur barema B of 1 administratief personeel met een barema van gegradueerde huismeester. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 3. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,

Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;

F. BERTIEAUX.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001300]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.215/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services d'actions en milieu ouvert du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 16, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert est remplacé par ce qui suit :

« Suivant les nécessités du projet éducatif et à titre exceptionnel, le ministre peut agréer une ou plusieurs petites unités décentralisées, dénommées «antennes», avec 3 équivalents temps plein maximum, personnel psycho-social au barème bachelier. »

Art. 2. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° service de catégorie 1 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 2 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 0,5 personnel administratif ;

2° service de catégorie 2 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 3 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 0,5 personnel administratif ;

3° service de catégorie 3 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 3 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 1 personnel psycho-social au barème master ;
- d) 0,5 personnel administratif ;

4° service de catégorie 4 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 4 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 1 personnel psycho-social au barème master ;
- d) 0,5 personnel administratif ;

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 3. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Le Ministre peut accorder au service, après avis de l'administration compétente, 0,5 équivalent temps plein supplémentaire, personnel psycho-social au barème bachelier, en vue de réaliser du travail social de rue, pour autant que le service assure une présence de ce type au moins 12 heures par semaine, de façon régulière et permanente. ».

Art. 4. L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 1 directeur barème B ;

2° 12,75 personnel psycho-social au barème bachelier ou au barème éducateur classe 2A, 1 pouvant être remplacé par 1 personnel psycho-social au barème master ;

3° 0,25 personnel technique.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 5. L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° service de catégorie 1 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 2 personnel psycho-social au barème bachelier, dont 1 pouvant être remplacé par 1 personnel juridique ;
- c) 0,5 personnel administratif ;

2° service de catégorie 2 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 3 personnel psycho-social au barème bachelier, dont 1 pouvant être remplacé par 1 personnel juridique ;
- c) 0,5 personnel administratif ;

3° service de catégorie 3 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 3 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 1 personnel juridique ;
- d) 0,5 personnel administratif ;

4° service de catégorie 4 :

- a) 1 directeur barème B ;
- b) 4 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 1 personnel juridique ;
- d) 0,5 personnel administratif.

Peut être engagé comme directeur d'un service spécialisé dans l'aide juridique à titre principal, le personnel juridique au barème master avec une expérience utile d'au moins 3 ans, dans une fonction éducative ou psychosociale avec des enfants ou des jeunes.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 7. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/001300]

25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de actiediensten in open milieu

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd; Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de actiediensten in open milieu;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 juli 2023;

Gelet op het advies nr. 41 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 19 oktober 2023;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 22 december 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.215/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 22 december 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2021, 12 november 2021 en 15 december 2022;

Overwegende dat het besluit dat specifiek is voor de actiediensten in open milieu aangepast moet worden wegens de wijzigingen ingediend in het bovenvermelde besluit van 5 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 16, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de actiediensten in open milieu, wordt vervangen als volgt :

« Volgens de noodzaak van het educatieve project en bij wijze van uitzondering kan de minister een of meerdere kleine gedecentraliseerde eenheden erkennen, "antennes" genoemd, met maximaal 3 voltijdse equivalenten, psycho-sociaal personeel barema bachelor. »

Art. 2. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° dienst catégorie 1 :

- a) 1 directeur barema B ;
- b) 2 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;
- c) 0,5 administratief personeelslid ;

2° dienst catégorie 2 :

- a) 1 directeur barema B ;
- b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;
- c) 0,5 administratief personeelslid ;

3° dienst catégorie 3 :

- a) 1 directeur barema B ;
- b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;
- c) 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
- d) 0,5 administratief personeelslid ;

4° dienst catégorie 4 :

- a) 1 directeur barema B ;
- b) 4 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;
- c) 1 psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;
- d) 0,5 administratief personeelslid ;

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A."

Art. 3. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. De minister kan, na advies van de bevoegde administratie, 0,5 bijkomend voltijds equivalent aan de dienst toekennen, psycho-sociaal personeelslid met een barema van bachelor, om sociaal straatwerk te verrichten, voor zover de dienst deze soort aanwezigheid minstens 12 uur per week, op regelmatige en permanente wijze verzekert. »

Art. 4. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 24. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° 1 directeur barema B ;

2° 12,75 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor of met een barema van opvoeder klasse 2A, 1 kan vervangen worden door een psycho-sociaal personeelslid met een barema van master ;

3° 0,25 technisch personeelslid.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A."

Art. 5. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna “het besluit van 5 december 2018” genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° dienst catégorie 1 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 2 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor, waarvan 1 vervangen kan worden door 1 juridisch personeelslid ;

c) 0,5 administratief personeelslid ;

2° dienst catégorie 2 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor, waarvan 1 vervangen kan worden door 1 juridisch personeelslid ;

c) 0,5 administratief personeelslid ;

3° dienst catégorie 3 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 3 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;

c) 1 juridisch personeelslid ;

d) 0,5 administratief personeelslid ;

4° dienst catégorie 4 :

a) 1 directeur barema B ;

b) 4 psycho-sociale personeelsleden met een barema van bachelor ;

c) 1 juridisch personeelslid ;

d) 0,5 administratief personeelslid.

Kan aangeworven worden als directeur van een gespecialiseerde dienst in juridische hulp in hoofdzaak, het juridische personeelslid met een barema van master met een nuttige ervaring van ten minste 3 jaar, in een opvoedings- of psycho-sociale functie met kinderen of jongeren.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 7. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,

Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel;

F. BERTIEAUX

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001299]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1 er, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;